

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 13 (2006)
Heft: 3

Rubrik: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LITTÉRATURE ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

HENRI-JACQUES STICKER,
ANDRÉ GUESLIN (ED)
**HANDICAPS, PAUVRETE
ET EXCLUSION DANS LA FRANCE
DU XIX^E SIECLE**

EDITIONS DE L'ATELIER, PARIS 2003, 270 P., € 24,70

Avec la loi de 1898 sur les accidents de travail, l'infirmité acquise n'est plus obligatoirement synonyme de pauvreté. Et il y a un avant, un après qui rythme l'histoire du handicap. Les historiens réunis autour de cette thématique s'essayent à de nombreuses synthèses.

A la fin du Moyen Age, la compassion des fidèles semble avoir été inépuisable pour les handicapés et les sanguinolents, si l'on considère des faux mendiants qui alors prolifèrent: les infirmes sont nécessaires au salut des fidèles (Mireille Vincent-Cassy). A l'époque moderne, Jean-Pierre Gutton rappelle la réversibilité entre la maladie et la pauvreté, l'importance de la coupure de 1767 avec les dépôts de mendicité mais bien après l'Hôtel des Invalides (1670) qui fonde une tradition militaire pour les infirmes, Hôtel suivi en 1681 d'une caisse des maladies de la Marine. Mais à côté des infirmes, de naissance ou accidentés, blessés, il y a d'autres pompes à misère: le veuvage, la vieillesse.

La mendicité est une des ressources du mendiant infirme au XIX^e siècle (Nicolas Veyssset), et il y a donc un souci de les évaluer pour mener une politique de sécurité dans la rue, sur les routes. A Paris, 814 aveugles reçoivent un secours en argent de 3 F par mois en 1835 (pour 770 000 habitants); les infirmes constituent la moitié des indigents en 1840 dans le Bas-Rhin et sont structurellement pauvres, quelle que

soit la conjoncture note Stéphane Munckensturm.

Que faire? Les éduquer? Quatre historiens nous invitent à réfléchir à cette voie. L'importance de ceux qui ont des restes auditifs ou visuels, la falsification qui consiste à faire croire qu'on pourrait traiter ou éduquer les infirmes de nature ou de naissance comme ceux qui l'étaient devenus, de suite d'un accident ou de la maladie, ou bien qui ne l'étaient que partiellement est mise en avant par J. R. Presneau. La seconde piste est la transition entre la société philanthropique et la Révolution, où se nouent l'instruction seul recours concevable pour le sourd-muet (Comité du secours public) et la liberté d'enseignement que soutient le Comité d'instruction publique (François Buton). Quant à Etienne Thévenin, il montre l'importance des congrégations pour l'enseignement aux aveugles (leur départ signifiant l'effondrement de l'enseignement des aveugles en France), comme la forme limitée des métiers accessibles. Enfin, avec un recul qui en fait un article «classique», Monique Vial remonte les deux courants de recrutement qui se mêlent dans l'application de la loi de 1909 sur les classes de perfectionnement pour les arriérés: les enfants intellectuellement diminués (Bourneville), les anormaux d'école (des enseignants).

Il y a là, à l'œuvre, une possibilité de rassembler des historiens éparpillés, peu présents sur un terrain qui semble abandonné aux sociologues. L'absence de référence à un article de Philippe Ariès confirme la non-réception de la recherche sur le handicap il y a une vingtaine d'années (cf. Philippe Ariès «Les attitudes devant les handicapés», *Histoire sociale, sensibilités collectives et mentalités*. Mé-

langes Robert Mandrou, PUF, Paris 1985, pp. 457–465, republié dans *La Nouvelle Revue de l'AIS*, no 23, 2003, pp. 131–138. Et la coupure de 1898 ouvre donc entièrement la voie à un travail sur le XXe siècle, avec, à l'honneur des auteurs, une certaine ouverture sur les travaux allemands, anglais, ou américains, ces derniers plus centrés sur le XXe siècle (même si la guerre de Sécession est capitale) et moins ouverts sur les travaux européens, y compris sur les pays d'émigration.

Dominique Lerch (Paris)

**PAUL K LONGMORE,
LAURI UMANSKY (ED)
THE NEW DISABILITY HISTORY
AMERICAN PERSPECTIVES**

NEW YORK UNIVERSITY PRESS, NEW YORK 2001,
416 P., € 21.–

Il y a, me semble-t-il, trois manières de rendre compte d'une synthèse sur la nouvelle histoire du handicap aux Etats-Unis. Y appliquer une grille de lecture en fonction des handicaps étudiés, avec sur 14 articles la prééminence de la surdité (4/14), de la cécité (2/14), le handicap mental n'ayant qu'une intervention, alors que le handicap physique est plus disséminé. Reflet des groupes de pression?

Y chercher des éléments originaux, des problématiques peu connues en Europe? J'insisterai alors sur l'étude de l'assassinat par leur père de deux garçons, peut-être des enfants en situation de déficience mentale, révélant à la fois la misère conjugale, l'échec de l'immigration, le débat sur l'euthanasie et la destruction d'une vie familiale, dans une société peu aidante en 1939. Ou encore sur l'analyse de la photographie populaire avec une rhétorique de l'étonnement, du sentiment, de l'exotique, du réalisme dans une étude de 15 images, dont sept amputations ou

absence de membres, trois vies en fauteuil, une trisomie, un nanisme, une maladie de l'épiderme... J'insisterai également sur la place que tend à prendre, aux côtés du sexe et de la race, le handicap comme critère de minorité. En constatant l'écart à certaines périodes entre le blanc handicapé et le noir dans la même situation.

Enfin, tenter de cerner des éléments propres à la vie des Etats-Unis ou au contraire en résonance avec ce qui se passe à la même époque en Europe (assez peu présente dans la bibliographie et dans les comparaisons). Dans ce cas, l'analyse des lois d'immigration est une première ouverture avec dès 1882 l'*Immigration Law* qui interdit l'entrée aux Etats-Unis à tout lunaatique, idiot ou toute personne incapable de prendre soin d'elle sans devenir une charge publique. En 1903, c'est l'immigrant épileptique qui est refusé; en 1907, la déficience mentale ou physique est écartée, comme en 1917 une infériorité constitutive au point de vue psychique ou d'*abnormal sex instincts* (jusqu'en 1973). Si 50 pour cent des rejets pour déficit mental étaient injustifiés, (46) la détection des déficits physiques est un des aspects essentiels du travail des inspecteurs de l'immigration. Et charger une ethnie d'un handicap physique ou mental est un bon moyen de l'exclure.

Une deuxième ouverture est liée à la chronologie, le passage d'une idéologie protestante à une idéologie séculaire, tendant à éliminer la dépendance économique, durant la période 1890–1920. La guerre civile, la première et la seconde guerre jouent là aussi un rôle majeur, avec les vétérans, dont une association la *Blinded Veterans Association*, née en 1945, joue un rôle non négligeable dans le refus de la discrimination raciale, la promotion de l'égalité entre anciens combattants devenus aveugles (sur 1400 blessés devenus aveugles durant cette deuxième guerre, cette association en rassemble 60 pour cent). Emerge autour de cette association



un écrivain Kendrick, créateur à partir de 1937 du détective aveugle Duncan Maclain, vétéran aveugle de la 1^{ère} guerre.

Si les vétérans forment le premier groupe de pensionnaires ayant gagné leurs aides, les compensations pour les travailleurs sont plus tardives qu'en Allemagne, ici de 1909 à 1921, puis avec le *Social Security Disability Insurance* de 1956 réservé aux personnes ayant cotisé 10 ans. On suit le combat des hommes du rail, reconnu par le président Harrison en 1890: ils travaillent au péril de leur vie comme un soldat en temps de guerre.

L'*American with Disabilities Act* (ADA) de 1990, avec une dizaine d'années plus tard une insistance sur l'éducation, est le fruit de nombreux combats, de pressions variées, entre oralistes et partisans de la langue des signes venue de France, entre accidentés et mutilés et les citoyens attachés au self government, avec des militantes passionnées (Helen Keller, 1880–1968, fut membre du parti socialiste, partisan du contrôle des naissances, de la reconnaissance de la Russie dès 1921) mais sensibles aux donateurs. Et l'on sent bien le courant d'affirmation des droits du citoyen après une période médicale.

A plusieurs reprises affleure le débat sur l'eugénisme (mais rien sur l'hygiénisme, alors que l'école de plein air a connu un bel essor, cf. Marta Gutman, «Entre moyens de fortune et constructions spécifiques. Les écoles de plein air aux Etats-Unis à l'époque progressiste [1890–1920]» *L'architecture scolaire. Essai d'historiographie internationale*. Anne-Marie Chatelet, Marc Le Cœur [No spécial de *Histoire de l'éducation*], Paris 2004, 157–180). L'influence européenne mentionnée pour la surdité, ne l'est pas pour la déficience mentale et le rôle de Seguin, «instituteurs des idiots» (voir Yves Pelicier, Guy Thuillier, «Pour une histoire de l'éducation des enfants idiots en France [1830–1914], *Revue historique*,

1979, 99–130), de même que le rôle de l'éducation pour les enfants nés en situation de handicap, sont assez peu mis en valeur puisque dominant les accidents de la vie ou de la guerre: voilà trois pistes qui mériteraient d'être creusées.

Mais cet ouvrage fait entrer les historiens dans un débat dont ils sont absents, comme sont souvent absentes de l'histoire les personnes en situation de handicap. Il y a donc un défi à relever, avec une variété d'approches, une volonté d'inscrire cette histoire dans l'histoire d'un peuple, d'un pays. Nous disposons là, avec des aspects novateurs, d'un bilan partiel, que les historiens, en bons laboureurs, sauront, le moment venu, moissonner.

Dominique Lerch (Paris)

**JAN WEISSER,
CORNELIA RENGGLI (HG.)
DISABILITY STUDIES
EIN LESEBUCH**

LUZERN, EDITION SZH, 2004, 125 S., FR. 30.90

Die *disability studies* stellen ein relativ junges Forschungsfeld dar, das aus der Behindertenbewegung der 1960er-Jahre hervorgegangen ist und sich hauptsächlich in Grossbritannien und den USA entwickelt hat. Den *disability studies* geht es um eine sozial- und kulturwissenschaftliche Erforschung der Gesellschaft unter dem Blickwinkel von Behinderung. Sie hinterfragen die Selbstverständlichkeit von gesellschaftlichen Normen in Bezug auf Behinderung und versuchen, Ausgrenzung und Benachteiligung von Menschen mit einer Behinderung sichtbar zu machen. Die Grundlage ihrer Konzeption bildet das «soziale Modell» von Behinderung, das sie gegenüber einem traditionell «medizinischen Modell» in verschiedenen Ausprägungen auslegen und weiterentwickeln.

Das Lesebuch von Jan Weisser und Cornelia Renggli führt in zentrale Themen dieser Forschungsrichtung ein, indem vier Texte von den Herausgebern übersetzt und mit je einer Einleitung ergänzt werden. Das Anliegen der Herausgeber ist es, den Rezeptionsverlauf der *disability studies* in seiner Breite für den deutschsprachigen Raum zu erschliessen und dafür verschiedene Inhalte aus der Theoriebildung zu präsentieren. Dem werden sie durch eine möglichst heterogene Textauswahl gerecht – durch Texte von Menschen mit und ohne Behinderung, von Forscherinnen und Forschern aus verschiedenen Disziplinen, Positionen und Zeiten.

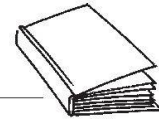
Cornelia Renggli gibt einen historischen Überblick über die *disability studies* und zeigt die Einflüsse der Behindertenbewegung und deren wissenschaftliche Bezüge auf; sie vertieft die unterschiedlichen Schwerpunkte des britischen und amerikanischen Modells, zeichnet die deutschsprachigen Entwicklungen nach und verweist auf die gemeinsam zugrunde liegende Perspektive. Diese verlangt, dass Forschende einen engen Kontakt mit behinderten Menschen und deren Organisationen unterhalten. Um die Theoriebildung und die gesellschaftliche Thematisierung von Behinderung anzuregen, möchte Jan Weisser das Gesprächsinteresse zwischen den *disability studies* und der Sonderpädagogik wecken. Indem er die unterschiedlichen traditionellen Zielsetzungen beider Disziplinen analysiert und gegenseitige Abwehrhaltungen aufdeckt, schafft er wichtige Bedingungen dafür.

Carol Thomas stellt in ihrem Beitrag zur Theorie und Geschichte der *disability studies* konkurrierende Ideen von Behinderung dar: Sie umreißt wichtige Ansätze aus der Biomedizin und Rehabilitation und erläutert die Herausforderungen, welche von neueren (materialistischen, feministischen, postmodernern und poststrukturalistischen) Perspektiven an das Thema

Behinderung herangetragen werden. Neu ist dabei eine vertiefte Auseinandersetzung mit Fragen der Kultur, der Differenz und der Schädigung. Besonders Schädigung wird zum Inhalt spannender Kontroversen, die sich in Anlehnung an feministische Körpertheorien zwischen materialistischen und sozialkonstruktivistischen Auffassungen bewegen.

Irving Zola setzt sich mit der sprachlichen Diskriminierung auseinander, wobei es ihm weniger um die Ersetzung bestimmter Begriffe geht, sondern um die Einsicht in dahinter liegende Einstellungen. Er analysiert, wie Bezeichnungen von Behinderung vielfach verallgemeinernd und dauerhaft eine Person charakterisieren. In seiner Forderung nach einer «Veränderung der Grammatik» (67) bringt er konkrete Vorschläge, wie eine stigmatisierende Sprache zu korrigieren ist; nämlich dadurch, dass Nominalisierungen und Adjektive, Passiv- und Sein-Konstruktionen in der Beschreibung von Menschen mit Behinderungen zu vermeiden sind.

Sharon L. Snyder und David T. Mitchell gehen aus einer kulturalistischen Perspektive an das Thema des behinderten Körpers heran. Sie zeigen die Kritik der Körperforschung der 1960er-Jahre auf, die sich in Anlehnung an Michel Foucault und Georges Canguilhem gegen die normierende Medizin wandte und den «medizinischen Blick» zu einem neuen Forschungsgegenstand machte. Diese Kritik lieferte den *disability studies* ihre Grundlage und führte anfänglich dazu, dass sie sich von Themen des Körpers abwandten. Hier knüpfen die Autoren an und versuchen den Blick auf den Körper zu richten. Es geht ihnen nicht nur darum, gegen die medikalisierte Versachlichung behinderter Körper anzugehen, sondern auch die historische Verbindung mit dem Grotesken aufzuzeigen, die ihrer Meinung nach vor allem durch Kunst und Literatur zu durchbrechen ist.



Der Beitrag von Charlotte Cooper stellt für die Theoriebildung der *disability studies* eine besondere Herausforderung dar. Mit ihrer Frage, ob sie als übergewichtige Frau sich als behindert bezeichnen darf, regt sie dazu an, das soziale Modell von Behinderung zu konturieren. Sie stellt Ähnlichkeiten und Unterschiede zwischen behinderten und übergewichtigen Personen dar und kommt zum Schluss, dass sie nicht nur behindernde Erfahrungen macht, sondern behindert ist, was sie primär mit ihrer Schädigung begründet. Zudem formuliert sie analog zur Kritik am medizinischen Modell von Behinderung ihre Kritik an der gängigen Vorstellung von Übergewicht aus. Ihre Ausführungen sind anregend, aber dennoch kaum schlüssig, denn insgesamt vernachlässigt Cooper einen entscheidenden Punkt: Ihre Erfahrungen von Diskriminierung führt sie ausschliesslich auf kulturelle Faktoren zurück. Der Blick auf gesellschaftliche Strukturzusammenhänge – etwa im Arbeits- und Bildungsbereich – in denen sich oftmals eine benachteiligende und ausgrenzende Wirkung auf Menschen mit Behinderungen unmittelbar manifestiert, bleibt unberücksichtigt.

Insgesamt stellt dieser Band – der sowohl einführend wie auch weiterführend gelesen werden kann – einen guten Überblick über die verschiedenen Positionen der *disability studies* dar. Den Beiträgen gelingt es, scheinbar unsichtbare und fehlende Themen hervorzubringen und zu zeigen, dass aus der Perspektive von Behinderung Gesellschaft und ihre Normalitäten auch anders gedacht und erfahren werden kann.

Flavia Sax (Zürich)

ARMAND MAILLARD HISTORIQUE DES ENFANTS DIFFÉRENTS

CENTRE UNIVERSITAIRE DE PEDAGOGIE CURATIVE
(NO 6), UNIVERSITE DE FRIBOURG, FRIBOURG 2000,
215 P.

Dès l'avant-propos, l'auteur de *l'Histoire des enfants différents* trace les deux orientations principales de l'ouvrage: une rétrospective de ce qui a été fait dans le passé pour les enfants différents, d'une part, mais aussi quelques considérations sur la situation actuelle.

Le livre débute par un chapitre dont la visée est très générale, intitulé *La société et l'enfant*, qui permet de poser les bases de sa problématique. Ensuite, la première partie débute avec un aperçu – lui aussi très développé, d'où une remise en question possible du terme d'*aperçu* – sur les origines de l'école. Le propos y est encore très général, mais ce chapitre présente l'avantage de rendre possible et surtout plus aisée une mise en contexte de l'étude qui va suivre. De plus, il permet au lecteur peu familier des origines de l'école de découvrir l'évolution de cette institution de l'an 3000 avant J.-C. jusqu'au XXe siècle. Enfin, il précise l'envergure de l'ouvrage: l'historique sera principalement centré sur l'enfant différent et l'école. La fin de cette première partie, quant à elle, apporte des précisions fort utiles sur la notion de *différence*. En effet, on y trouve une description sommaire des différents types d'enfants à qui l'école ne peut garantir une scolarisation normale.

La seconde partie de l'ouvrage, intitulée *Aperçu général de la prise en charge des enfants «anormaux»*, décrit les rapports entre ces enfants et l'école, en distinguant quatre catégories principales: les enfants déficients mentaux, les enfants handicapés sensoriels et moteurs, les enfants souffrant de troubles de la construction personnelle, et, enfin, les orphe-

lins. Il est intéressant de noter ici qu'au vu des catégories précitées, le concept de *différence* ne se limite pas aux seuls enfants handicapés. L'étude de ces catégories débute par un portrait général, souvent teinté d'anecdotes, qui est en principe suivi d'exemples concrets et de considérations pédagogiques. Seule la catégorie des orphelins diffère de ce schéma puisqu'elle ne comporte qu'un bref portrait. Cependant, comme l'indique Armand Maillard, si elle n'est pas traitée en profondeur à ce stade de l'ouvrage, on en trouvera des échos plus loin.

La troisième partie reprend ces catégories et les applique à l'exemple fribourgeois. Elle débute donc par un long rappel historique – et scientifique – qui débouche ensuite sur une étude de cas concrets dans le canton de Fribourg. C'est l'occasion de faire le point, entre autres, sur l'évolution de l'état de l'enseignement spécialisé à Fribourg, et de rappeler le nom de ses principales institutions. Chaque institution est d'ailleurs décrite selon les types de handicaps – ou plus généralement de *différences* – qu'elle prend en charge à travers ses différents secteurs. On y découvre également les types de services auxquels les institutions ont recours ainsi que les stratégies pédagogiques qu'elles mettent sur pied.

Enfin, la dernière partie a définitivement une visée conclusive. Et les deux axes principaux du livre auxquels nous avons fait allusion auparavant y sont à nouveau proéminents. Il s'agit en effet pour l'auteur de porter un regard d'ensemble sur son étude et de formuler d'abord un jugement sur les considérations qu'il a faites sur le passé de la scolarisation des enfants et adolescents qui dévient de la norme. Mais Maillard ne saurait se limiter à cela. Il apporte également un regard prospectif sur l'avenir de cette scolarisation. On serait même tenté d'écrire qu'il donne sa vision de l'avenir de la pédagogie différenciée en général. Il n'hésite pas

alors à recentrer son propos sur la figure du maître, par exemple, personnage qui, comme l'institution qui l'emploie, apparaît comme étant perfectible.

De manière générale, il faut donc souligner la qualité du livre d'Armand Maillard pour diverses raisons:

Son aisance à rapprocher le général, c'est-à-dire les considérations globales sur l'école et les enfants différents, du particulier, à savoir l'exemple fribourgeois.

La diversité des visées tout au long de l'ouvrage: rétrospective, actuelle et prospective.

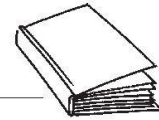
Enfin, la faculté d'intervention critique de l'auteur aux moments opportuns.

Raphaël Luy (Sion)

**MARTINE RUCHAT
INVENTER LES ARRIERES
POUR CREER L'INTELLIGENCE
L'ARRIERE SCOLAIRE ET LA CLASSE
SPECIALE: HISTOIRE D'UN CONCEPT
ET D'UNE INNOVATION
PSYCHOPEDAGOGIQUE: 1874–1914**

BERNE, PETER LANG, 2003, 239 P., FR. 49.–

Martine Ruchat nous propose une monographie relative à deux objets: l'arriération scolaire en tant que notion, et la classe spéciale en tant que pratique, et ce dans le canton de Genève à la charnière des XIXe et XXe siècles. La structure de l'ouvrage est essentiellement chronologique, avec un récit en trois parties. La première s'intéresse à la genèse de la préoccupation sociale pour *l'enfance déshéritée*. C'est dans le contexte du développement d'une société industrielle moderne, nous dit l'auteure, que l'obligation scolaire (instituée en Suisse avec la constitution de 1874) doit faire œuvre civilisatrice et morale. Or, le principe se heurte à certaines difficultés, en particulier l'existence tenace de jeunes gens *illettrés*



et même, pense-t-on déjà, *arriérés*. Notons que pour l'instant, les causes données de l'illettrisme se trouvent durant ces années ailleurs que dans un déficit d'intelligence, soit dans l'absentéisme, l'indiscipline, la négligence parentale vis-à-vis de la scolarisation des enfants, et cetera. En seconde partie, le récit historique se concentre sur Genève (avec quelques incursions fribourgeoises pour comparaison) et se fait plus narratif. M. Ruchat nous y expose le développement des classes spéciales instituées en 1898. Il s'y produit parallèlement à l'apparition de diverses catégories et outils d'analyse de l'enfance *arriérée*, s'inspirant disait-on d'une *pédagogie scientifique*. La notion d'intelligence fait donc son apparition. Dans une dernière partie, l'auteure nous narre le processus de réforme des classes spéciales genevoises qui prend corps au début du XXe siècle, nous présentant ainsi l'histoire de l'enracinement social de la notion d'*arriération scolaire*. Elle le fait essentiellement au travers de la figure du célèbre psychologue genevois Edouard Claparède.

En filigrane de sa monographie, M. Ruchat désire apporter quelque(s) pierre(s) à un débat déjà ancien portant sur l'étiologie sociale de la classe spéciale, et concomitairement de l'enfant *arriéré*. Ainsi qu'elle le rappelle en préface, Monique Vial a contesté en 1990 (*Les enfants anormaux à l'école*) l'historiographie traditionnelle des classes spéciales, historiographie qui prétendait que leur création était due au désarroi des acteurs scolaires face à l'injonction légale de l'obligation scolaire à instruire chaque enfant. Au contraire, M. Vial estimait que la classe spéciale a été un produit des aliénistes qui cherchaient par cet instrument médical à désengorger non pas les écoles, mais les asiles.

Dans le livre de M. Ruchat, l'apparition des catégories de pensée et d'action, la détermination de leur signification, les frontières du normal et du pathologique,

ainsi que celles du déterminisme et de la contingence dans le développement de l'intelligence, n'apparaissent pas identiques et identiquement successives tant à Genève qu'à Paris. Dans ce premier lieu, l'enfant *arriéré* et sa prise en charge apparaissent particulièrement déterminés par la personnalité de Claparède, le moment de son intervention (le début du XXe siècle, impliquant un passage de la catégorie de *l'enfance arriérée* du domaine politique puis pédagogique au domaine psycho-pédagogique), et celui de son retrait du terrain (en 1912, provoquant selon l'auteure une pathologisation de l'enfant *arriéré* et une réorientation de la pratique de la classe spéciale). Ainsi, l'enfant *arriéré* et la classe spéciale, conceptuellement et pratiquement, apparaissent comme le produit d'un faisceau d'acteurs et de facteurs dont la tonalité générale varie suivant la topographie sociale des lieux.

En somme, M. Ruchat nous propose une monographie stimulante qui dépasse l'histoire genevoise proprement dite. On peut cependant regretter un renoncement perceptible de l'auteure à user de la perspective macro-historique qui caractérisait (dans sa version foucaldienne) la plupart de ses travaux précédents. Ce renoncement se dévoile tout particulièrement lorsqu'elle nous rappelle *in extremis*, comme pour tempérer son intérêt minutieux pour la micro-histoire des classes spéciales à Genève, et comme pour contredire la bonne volonté d'un Claparède: étant donné que 98 pour cent des élèves des classes spéciales sont issus des classes populaires, l'histoire de ces premières relève «fondamentalement» (224) d'une histoire politique et sociale. Certes, elle en appelle à la production d'autres monographies de la sorte avant de conclure, la sienne constituant en effet l'une des pierres milliaires d'un édifice en voie de construction.

David Muheim (Lausanne)

**SHELLEY TREMAIN (HG.)
FOUCAULT AND THE GOVERNMENT
OF DISABILITY**

ANN ARBOR, UNIVERSITY OF MICHIGAN PRESS, 2005,
340 S., £ 20.50

Die Faszination des Werks von Michel Foucault in den Sozial- und Geisteswissenschaften ist ungebrochen. Der 1984 verstorbene Philosoph und Historiker begeistert biografisch-privat und theoretisch. Durch die laufenden post mortem Editionen hat sein Werk zusätzlich an Virulenz gewonnen und gibt Anlass zu kontroversen Diskussionen. Angesichts der enormen Popularität und der vielschichtigen Zugänge, die Foucaults Werk gestattet, ermahnen Exegeten deshalb zur präzisen Lektüre oder versuchen gar, Foucault gegen seine Liebhaberinnen zu verteidigen.

Umso erstaunlicher also, wenn nach wie vor Publikationen erscheinen, die sich wenig um diesen Rezeptionsrummel kümmern und Foucaults Werk als Baukasten oder als Einladung zum Denken verstehen wollen. So jedenfalls der von Shelley Tremain herausgegebene Sammelband *Foucault and the Government of Disability*. Anstatt auf hagiografische Huldigung setzt die kanadische Philosophin auf das unausgeschöpfte Potenzial von Foucaults Denken für das Forschungsfeld der *disability studies*. Es gelte, so das Ziel der Publikation, erstmals einen «Foucauldian stance on disability» zu formulieren. Wie Tremain in ihrer Einleitung ausführt, war es ein Motto Michel Foucaults, das als gemeinsamer Ausgangspunkt der Beiträge diene, nämlich «to question what has been regarded as natural, inevitable, ethical, and liberating». Diesem Aufruf kommen die 16 internationalen WissenschaftlerInnen – die meisten von ihnen sind im Bereich der Geistes-, Sozial- und Erziehungswissenschaften tätig – mit je unterschiedlichen Zugängen zu Foucaults Denken auf über 300 Seiten nach. Gegliedert sind die

Aufsätze, von denen die meisten aus dem angloamerikanischen Raum stammen, in vier Teile. Die im ersten Teil «Epistemologies and Ontologies» versammelten Beiträge beschäftigen sich mit dem Zusammenspiel von Machttechnologien, Wissensformen und den daran geknüpften Subjektivierungsarten. «Histories», so der Titel des zweiten Teils, ist Foucaults Projekt einer «Geschichte der Gegenwart» verpflichtet und spricht unter anderem die Frage an, welche Rolle der «Normalität» bei der Wahrnehmung, Beschreibung und Behandlung des «Abnormen» zukam. Die Aufsätze im dritten Teil «Governmentalities» schliessen an Diskussionen der *governmentality studies* an und fragen etwa danach, wie, von wem und über welche Techniken Behinderung «regiert» werde. Die beiden Aufsätze im abschliessenden vierten Teil zu «Ethics and Politics» sind von Foucaults letzter Schaffensphase inspiriert und konzentrieren sich auf Selbsttechniken und Subjektivierungsarten.

Jener von der Herausgeberin stark gemachte genealogische und archäologische Zugang, dem die meisten Beiträge verpflichtet sind, ist für den Gegenstand Behinderung in der Tat sinnvoll. Denn bereits das zentrale Begriffspaar der kritischen *disability studies*, nämlich die Unterscheidung von *impairment* und *disability*, erweist sich als tückisch. *Disability*, in den 1960er-Jahren als kritischer Begriff eingeführt, der Behinderung als soziales Phänomen kennzeichnen und vom natürlich gedachten *impairment* abgrenzen sollte, büsste seine subversive Kraft Ende des 20. Jahrhunderts ein. Nicht genug, dass sich sein Gegenbegriff, *impairment*, bald zur Bedrohung für nichtnaturalisierende Konzepte von Behinderung erwies. Im Kontext der Behindertenbewegungen stellte sich zudem bald die Frage, wie damit umzugehen sei, dass Versicherungen ihre Leistungen auf das Kriterium *impairment* einzugrenzen begannen. Wie



die australische Soziologin Fiona Kumari Campbell in ihrem Beitrag «Legislating Disability» am Beispiel der USA ausführt, drohten Behinderungen, die gleichsam nicht «natürlich» abgesichert seien, als *voluntary disabilities* in die Eigenverantwortung der Individuen zu fallen und zu deren Lasten gelegt zu werden. Wo Medizin und Technik ein «Leben ohne Behinderung» ermöglichen wollen, stellt sich die Frage, ob und mit welchen Folgen ein «Recht auf Behinderung» geltend gemacht werden kann. Wie prekär sich die Orientierungsgrundlage im Einzelfall gestaltet, zeigen die zeitgenössischen Debatten im Bereich der Reproduktions- und Gentechnik. In ihrem Beitrag «Who is normal? Who is deviant?» untersucht die deutsche Heilpädagogin Anne Waldschmidt das Setting der Pränataldiagnostik. Als ein Kennzeichen heute üblicher Schwangerenberatung stellt Waldschmidt einen «flexiblen Normalismus» heraus, der die Entscheidung, ein möglicherweise behindertes Kind zu gebären, ganz in die Hand der Mütter respektive der Eltern legt. In ihrer Mikrostudie zu drei «Normalitätstests» gelingt es der Autorin zu zeigen, dass diese objektivierenden und scheinbar rationalisierenden Verfahren in der Praxis den Effekt haben können, bestehende Ängste der Schwangeren zu verstärken und so zu einem *government by security* anzuleiten.

Dass Behinderungen nicht nur statistisch und rechtlich normiert, sondern auch über Sachzwänge und implizite Normalitätsvorstellungen konstituiert werden, zeigt der Beitrag «Subjected Bodies» des neuseeländischen Soziologen Martin Sullivan. In seiner ethnografischen Feldstudie über ein Rehabilitationszentrum für ParaplegikerInnen geht er der Frage nach, welche Rolle medizinische Diskurse, Verwaltungsroutinen und die Anstaltsordnung für die Konstitution eines «paraplegischen Subjekts» spielten. Von einer ähnlichen Fragestellung geleitet ist der

Aufsatz «Docile Bodies, Docile Minds» der amerikanischen Philosophin Licia Carlson, der sich mit der Kategorie *mental retardation* auseinandersetzt. Im Rückgriff auf Foucaults Begriff der Normalisierung argumentiert die Autorin am Beispiel des IQ-Tests, dass Normalität und Abweichung nicht voraussetzungslos gegeben seien, sondern als Resultate historischer Prozesse begriffen werden müssten. Wie die meisten anderen AutorInnen auch, fasst Carlson Behinderung dabei als ein Phänomen, das seine (historische) Realität wesentlich aus Zuschreibungsprozessen erhalte. Als einzige Stimme, die sich explizit gegen eine solche Diskursivierung von Behinderungen wendet, fällt der Beitrag des schottischen Soziologen Bill Hughes «What Can a Foucauldian Analysis Contribute to Disability Theory?» auf. Die Antwort auf die titelgebende Frage ist so kurz wie provokativ: Mit Foucault seien die *disability studies* auf dem Holzweg – sowohl politisch, wie auch methodisch, denn Foucault setze nicht beim Individuum und dessen *agency*, sondern bei überindividuellen und anonymen Strukturen an. Nach Hughes verspielten sich die *disability studies* in dieser Perspektivierung die Möglichkeit, historische und aktuelle HandlungsträgerInnen auszumachen, welche die bestehenden Verhältnisse veränderten und verbesserten. Einem Struktur determinismus Foucault'scher Prägung setzt Hughes phänomenologisch-praxeologische Zugänge entgegen, die ihren Ausgangspunkt nicht beim Diskurs über Behinderung, sondern beim individuellen Körper nähmen.

Man mag mit Hughes einverstanden sein oder nicht – sein Beitrag zeichnet sich durch etwas aus, das in den versammelten Aufsätzen oft zu kurz kommt. Es ist dies eine kritische – und nicht nur applikative – Auseinandersetzung mit Foucaults Ansätzen. Zuweilen gewinnt man den Eindruck, die AutorInnen hätten weniger aus Bedacht und der Analyse wegen, sondern

blindlings und aufs Geratewohl auf diesen Autor zurückgegriffen. Daran wird es auch liegen, dass die produktive Durchdringung von Foucault mit Fragen, Quellen und Themen der *disability studies* nicht immer gelingt. Trotz diesem Foucault-Effekt kann der Sammelband eine gute Übersicht über das weite Forschungsfeld der noch jungen *disability studies* geben.

Brigitta Bernet (Zürich)

ANNE BORSAY
DISABILITY AND SOCIAL POLICY
IN BRITAIN SINCE 1750
A HISTORY OF EXCLUSION

BASINGSTOKE, PALGRAVE MACMILLAN, 2005, 288 S.,
 £ 16.99

Die Sozialstaatsgeschichte hat in den letzten Jahren einen wichtigen Perspektivenwechsel erlebt. Die linearen Ansätze, die meist idealtypisch auf ein skandinavisches Sozialstaatsmodell hinielten, wurden ersetzt durch polyvalente Theorien, die von einer Vielfalt möglicher Entwicklungspfade ausgehen. Als zentralen Unterschied der verschiedenen Sozialstaatstypen hat die neuere Forschung die Kombinationsverhältnisse privater und staatlicher Sicherungssysteme hervorgehoben. Das Buch von Anne Borsay, Professorin an der School of Health Science der University of Wales Swansea, nutzt diese neueren Ansätze mit Gewinn, um die Geschichte der modernen Behindertenpolitik am Beispiel Grossbritanniens zu untersuchen. Die Arbeit bietet eine gelungene Überblicksdarstellung über die Entwicklung der britischen Sozialpolitik und ihren Umgang mit Behinderungen. Sie stützt sich weitgehend auf die neuere Sekundärliteratur, teilweise ergänzt durch Primärquellen aus den Forschungen der Autorin. Borsay untersucht den gesellschaftlichen Umgang mit Behinderungen und Behinderten im Rahmen

einer für Grossbritannien typischen, aber auch auf andere Staaten übertragbaren «gemischten Wohlfahrtsökonomie» (*mixed welfare economics*). Dazu gehören sowohl die in die Frühneuzeit zurückgehenden Institutionen karitativer Fürsorge und assoziativer Selbsthilfe wie auch die philanthropische Sozialhilfe und unternehmerische Wohlfahrts- und Versicherungsformen des bürgerlichen Zeitalters, schliesslich die staatlichen Sozialversicherungen des späten 19. und 20. Jahrhunderts. Einem sozialkonstruktivistischen Anliegen folgend sieht Borsay die Lebenslage von Behinderten als geprägt von zeit-spezifischen gesellschaftlichen Wahrnehmungshorizonten von Behinderung und den davon abgeleiteten sozialpolitischen Handlungsmustern. Dabei benutzt die Autorin einen pragmatischen, breit gefassten Behindertenbegriff, der nicht nur körperliche und psychische Behinderungen, sondern auch altersbedingte Krankheiten und Gebrechen umfasst. Das Buch besitzt eine überzeugende, wenn auch nicht ganz unproblematische Gliederung, die nicht dem üblichen chronologischen Muster folgt, sondern auf analytischen Begriffen gründet. Borsay argumentiert, dass die Geschichte der Behinderten durch verschiedene Institutionen und Sozialfelder bestimmt ist. Entsprechend gliedert sie die Arbeit in zwei Teile. Der erste Teil behandelt die sozialpolitischen Institutionen und widmet sich je in Einzelkapiteln der Geschichte der britischen Arbeitshäuser (*workhouses*), Spitäler, Irrenanstalten und Schulen – immer mit Blick auf deren Umgang mit Behinderten. Im zweiten Teil wird das «Gemeinschaftsleben» (*community living*) von Behinderten untersucht, mit Kapiteln zu den Themen Arbeit, finanzielle Beihilfen und Gemeinschaftshilfe (*community care*). Zu den formalen Vorzügen der Arbeit gehören ausserdem knappe, problemorientierte Einleitungs- und Schlusskapitel, Kurzzusammenfassun-



gen zu allen Einzelkapiteln, eine nützliche Auswahlbibliografie sowie eine Zeittafel im Anhang.

Borsay gelingt es, die teilweise komplexen institutionellen Entwicklungsprozesse der britischen Behindertenpolitik einprägsam darzulegen und dabei nicht nur die jeweiligen Institutionengeschichten zu vertiefen, sondern auch die vielschichtigen inter-institutionellen Wechselwirkungen zu erhellen. Der Schwerpunkt liegt auf der Geschichte der Armenfürsorge in der Tradition der britischen *Poor laws*, insbesondere in der Ausdifferenzierung von *outdoor* und *indoor relief* und der Einbindung des weitgehend privat organisierten Spitalwesens (*voluntary hospitals*) ins Fürsorgesystem. Dabei bestätigt sich auch am Beispiel der Behindertenpolitik die schon in der Psychiatriegeschichte verbreitete Kritik an den foucaultschen Einschliessungs- und Zwangsdisziplinierungsvorstellungen. In den britischen Arbeitshäusern (*workhouses*) war der Arbeitszwang im 18. und 19. Jahrhundert relativ bescheiden; im Vordergrund stand die Verwahrung der Insassen. Überhaupt wird die Bedeutung des Anstaltswesens schnell überschätzt. Im gesamten untersuchten Zeitraum lebte die überwiegende Mehrheit der Behinderten im Rahmen familiärer und lokaler Gesellschaften, nur ein geringer Teil wurde in Anstalten interniert. Die gesellschaftlichen Exklusionsmechanismen waren subtiler als die *workhouses* vermuten lassen; sie bestanden für die meisten Behinderten in der erzwungenen Ausgrenzung von Erwerbsarbeitsverhältnissen, das heisst im vorübergehenden Ausschluss von der Erwerbsarbeit sowie auf den normativen Schulungs- und Integrationsmassnahmen zur Wiedereingliederung in den Arbeitsmarkt. Borsay zeigt darüber hinaus, dass gerade institutionelle Ausgrenzungsmechanismen auch konstraintendierte Effekte zeitigten. So manifestierten sich in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts in den

Sonderschulen und Arbeitshäusern erste kollektive Protestformen der verwahrten Behinderten, aus denen sich schliesslich die neuere Behindertenbewegung konstituierte.

Die wenigen Mängel der Arbeit sind primär eine Folge ihres ungewohnten Gliederungsprinzips. Der sachbezogene Aufbau hat den Nachteil, dass er die historische Synthese oft erschwert, weil wichtige Entwicklungsphasen parallel und fragmentiert in verschiedenen Kapiteln behandelt werden. Eine zeitspezifische Gesamtschau fällt entweder ganz weg oder wird einzelnen Kapiteln angegliedert. Wenig überzeugend ist beispielsweise, wenn Borsay die Folgen des Ersten und Zweiten Weltkriegs für die Behindertenpolitik unter dem Kapitel «Work» behandelt (130 f.) oder wenn die gerade in Grossbritannien lautstarke Eugenikbewegung als ein Teilbereich des Schulkapitels (102 f.) dargestellt wird. Ausserdem bleiben trotz des erklärten Ziels der Arbeit, die Lebensumstände der Behinderten zu beleuchten, die eigentlichen Akteure, die Behinderten selbst, letztlich schwer fassbar. Dass Borsay in den meisten Kapiteln individuelle Fallbeispiele von Behinderten einfügt, um die institutionellen Praktiken und die Widerstandspotenziale der Akteure zu illustrieren, hilft nicht weiter. In diesen Geschichten spiegeln sich letztlich vor allem die institutionellen Herrschaftsmechanismen. Zum Teil rührt diese Schwäche von der Quellenlage her, in der sich primär die institutionellen Perspektiven abbilden. Teilweise ist sie auch eine Folge der Gliederung. Die Perspektive der Akteure rückt neben der ausführlichen Institutionenanalyse allzu oft in den Hintergrund. Insbesondere fehlt eine Historisierung des Behindertenbegriffs, beziehungsweise eine eingehende Auseinandersetzung mit der Geschichte der damit bezeichneten sozialen Gruppen. Diese Vorbehalte schmälern aber den Wert ■ 177

des Buches nur unwesentlich. Allen, die nach einer Übersicht über die Entwicklung der britischen Sozialpolitik suchen – auch über den Rahmen der Behindertenpolitik

hinaus –, wird dieses Buch eine willkommene Einführung sein.

Martin Lengwiler (Zürich)

WIDERSPRUCH

Beiträge zu
sozialistischer Politik

50

Alternativen!

Solidarische Ökonomie, Geschlechtergerechtigkeit; wirtschaftliche Frauenrechte; Marktmetaphysik; Humanisierung der Arbeit; Wirtschaftsdemokratie und Gewerkschaften; Feministische Kapitalismuskritik; Lohngleichheit, Sozialversicherung; Migrationspolitik; Neuromythologie und Psychiatrie

E. Altvater, L. Gubitzer, D. Elson, J. Gideon, A. Künzli, W. Schöni, P. Oehlke, A. Demirovic, F. Haug, C. v. Werlhof, S. Strub, C. Knöpfel, B. Glättli, M. Rufer

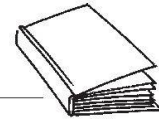
Neuformierung der Linken

W. Eberle / H. Schäppi: Emanzipatorisches Projekt
U. Brand: Progressive Strategien in Europa
J. Bischoff / Ch. Lieber: Linkspartei/PDS und WASG
Ch. Reymann: Frauenfrage – der blinde Fleck
K.H. Roth: Proletariat und soziale Befreiung

25 Jahre

228 Seiten, Fr. 25.– (Abonnement Fr. 40.–)
zu beziehen im Buchhandel oder bei
WIDERSPRUCH, Postfach, 8031 Zürich
Tel./Fax 044 273 03 02

vertrieb@widerspruch.ch www.widerspruch.ch



ALLGEMEINE BUCHBESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GENERAUX

MANUEL FERNANDEZ ALVAREZ JOHANNA DIE WAHNSINNIGE 1479–1555 KÖNIGIN UND GEFANGENE

MÜNCHEN, C. H. BECK, 2005, 228 S., € 19,90

Johanna die Wahnsinnige gehört zu den faszinierendsten Persönlichkeiten nicht nur der spanischen Geschichte der Frühen Neuzeit. Als Erbin der katholischen Könige Ferdinand und Isabella und Gemahlin Philipps des Schönen, Graf von Flandern und Sohn des habsburgischen Kaisers Maximilians I., hatte sie beste Aussichten, eine entscheidende Rolle im europäischen Spiel der Mächte in der Zeit der grossen Epochenwende zu spielen. Unerwartete Schicksalsschläge und ihre psychische Labilität haben jedoch verhindert, dass sie als bedeutende Monarchin in die Geschichte eingegangen ist. Vielmehr ist sie die grosse tragische Figur des frühen 16. Jahrhunderts, die junge Witwe, die dem politischen Kalkül zunächst ihres Vaters und später ihres Sohnes Karl V. zum Opfer fiel und über Jahrzehnte gefangen gehalten wurde.

Johanna ist früh aus ihrem vertrauten Umfeld herausgerissen worden. Als 16-Jährige wurde sie mit Philipp dem Schönen vermählt und lebte fortan in den fernen Niederlanden (1496). Dabei machte sich rasch ein Wesenszug bemerkbar, den auch ihre Mutter Isabella besass: ihre aufbrausende Leidenschaft und masslose Eifersucht wegen der amourösen Eskapaden ihres Gatten. Johanna zog sich mehr und mehr zurück, vernachlässigte ihr Äusseres, verwehrte in ihren Umgangsformen und kam ihren religiösen Pflichten nicht nach. Alles alarmierende Anzeichen für

das spätere Leiden, wobei sich die Frage stellt, ob Johanna schizophren oder nur ein Opfer ihrer direkten Umgebung war. Ihr Ehemann entzog ihr seine Zuneigung, von ihren Eltern und den Kindern war sie meistens getrennt, ihre Bewacher in Tordesillas peinigten sie und missachteten ihre königliche Würde.

Die einzelnen Etappen ihres Lebens müssen hier nicht nachgezeichnet werden. Johanna verlor kurz nacheinander ihre wichtigsten Bezugspersonen: ihre Mutter, Königin Isabella die Katholische (1504) und ihren Mann, Philipp den Schönen (1506). In den entscheidenden Momenten fehlte es ihr an Machtinstinkt und dem nötigen Pragmatismus, um ihre Rolle als legitime Herrscherin auszufüllen. Dass sie sich nicht vom Leichnam ihres Gatten trennen konnte und mit ihm zwei Jahre lang durch die Meseta irrte, gehört sicherlich zu den bizarrsten Episoden ihres Lebens. Schliesslich wurde sie 1509 auf Geheiss ihres Vaters in die königliche Residenz nach Tordesillas gebracht, wo sie fortan mit wenigen Unterbrechungen bis zu ihrem Tod im Jahr 1555 festgehalten wurde. Sie wurde eine «Königin auf dem Papier», ein «Gesicht ohne Stimme», (11) ein «Spielball der Machtinteressen». (113) Ihre Isolation wurde lediglich durch die Besuche nächster Verwandter und das kurze Intermezzo während des Aufstands der Comuneros gegen Karl V. 1520 unterbrochen.

Der deutsche Hispanologe Ludwig Pfandl leitete seine 1930 erschienene, später ins Spanische übersetzte und lange massgebliche Biografie Johannas mit einem fast schon vernichtenden Urteil ein. «Sollte der freundliche Leser sich erheb-

lich länger als einen Augenblick besinnen müssen, um sich zu erinnern, wer Johanna die Wahnsinnige war, um eine Frauengestalt dieses absonderlichen Namens innerhalb seines Vorrats und stets gegenwärtigen Besitzes an geschichtlichem Wissen zu identifizieren und am rechten Orte einzureihen, so wäre das durchaus keine Schande.» Die gefangene Königin geriet bei vielen ihrer Zeitgenossen in Vergessenheit – nicht aber in der Geschichtswissenschaft. Manuel Fernández Álvarez hat sich in einer 2005 in deutscher Übersetzung erschienenen Biografie der Mutter Karls V. angenommen. Der Autor ist ein ausgewiesener Kenner der Epoche und ihrer historischen Überlieferung. Er ist Mitglied der Königlichen Akademie der Wissenschaften in Madrid und lehrte als Professor für Geschichte der Frühen Neuzeit an der Universität Salamanca. Seine zahlreichen Veröffentlichungen, unter anderem die Biografien der Königin Isabella, Karls V. und Philipps II., sind erfolgreich, Letzterer wurde 1998 zum besten Buch des Jahres in Spanien gewählt.

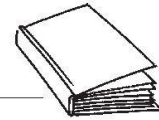
Der Autor lässt zeitgenössische Chronisten, Gesandte und Höflinge zu Wort kommen. Das zeugt einerseits von seiner umfassenden und profunden Kenntnis der Überlieferung. Andererseits ist die Vielzahl der kurzen, bisweilen nur wenige Worte umfassenden Zitate im Textfluss manchmal störend. Längere Zitate – wie zum Beispiel das Testament Isabellas der Katholischen und ein Brief Johannas vom 3. Mai 1505 (Kap. 8) –, die Álvarez hervorragend analysiert, lesen sich besser und flüssiger. In anderen Fällen wären Paraphrasierungen eleganter als das bemühte Stakkato der zeitgenössischen Zitate. Auffällig ist die sehr persönliche Anteilnahme des Autors am Schicksal seiner Heldin, die seinen unmittelbaren und poetischen Stil beeinflusst.

Die atmosphärische Schilderung und

180 ■ Entwicklung des facettenreichen Pano-

ramas einer Epoche der Umbrüche, in der Spanien zur Weltmacht aufstieg und Johanna sich in eine Welt aus Lethargie und Wahnvorstellungen zurückzog, ist sehr gelungen. Álvarez schildert das Leben Johannas in chronologischen Etappen und unterbricht diese Darstellung in einzelnen Kapiteln, in denen er besonders den Gründen für ihren Wahnsinn, für ihre psychische Labilität und ihre tragische Gefangenschaft nachgeht. In den Kapiteln «Von der Magie», «Johannas Wahnsinn» und «Endlose Einsamkeit» geht das Konzept des Autors, die Bedingungen, die zu Johannas tragischem Werdegang führten, psychologisch und vor allem in der Wahrnehmung der Zeitgenossen zu deuten, allerdings nicht auf. Der Ansatz, von der «magischen Mentalität des 15. und 16. Jahrhunderts» her ein Erklärungsmodell für Johannas Schicksal zu finden, überzeugt insofern nicht, als Álvarez die Antwort auf eine seiner zentralen Fragen schuldig bleibt. Die Frage nämlich, ob die Menschen damals glaubten, dass Johanna von Kastilien verhext war. (34) Der Jesuit Francisco de Borja suchte die Gefangene kurz vor ihrem Tod auf und sah dafür keine Anzeichen, kam aber zu dem Schluss, dass die Königin den Verstand verloren hatte. (203) Johanna starb am 12. April 1555 – nach 35 Jahren in Gefangenschaft.

Die Biografie liest sich spannend und unterhaltsam. Sie ist mit zeitgenössischen Bildnissen und Dokumenten illustriert. Mehrere Illustrationen aus der Historienmalerei wecken die Neugier nach der Rezeption Johannas in späteren Jahrhunderten – ein Thema, das in der vorliegenden Biografie nicht zur Sprache kommt. Den Band runden eine Zeittafel und ein ausführliches Personenregister ab. Man vermisst eine topografische Karte, die es ermöglichen würde, die Wegstationen Johannas zu verfolgen. Ausserdem wäre eine Stammtafel wünschenswert, um dynastische Beziehungen zu veranschaulichen.



Der Anmerkungsapparat und die Bibliografie sind sehr knapp gehalten. – Alles in allem eine gelungene Darstellung, die Álvarez' Reihe der Biografien von Isabella der Katholischen über Karl V. bis Philipp II. schliesst.

Stefan Ast (Münster)

**DOMINIK SIEBER
JESUITISCHE MISSIONIERUNG,
PRIESTERLICHE LIEBE,
SAKRAMENTALE MAGIE
VOLKSKULTUREN IN LUZERN 1563
BIS 1614 (LUZERNER HISTORISCHE
VERÖFFENTLICHUNGEN 40)**

BASEL, SCHWABE, 2005, 298 S., 19 ABB., FR. 48.–

Mit seiner Zürcher Dissertationsschrift begibt sich Dominik Sieber in die Zeit der katholischen Reform um das Jahr 1600. Am Beispiel der Stadt Luzern, dem Vorort der katholischen Kantone der Eidgenossenschaft, stellt Sieber anhand ausgewählter Themenbereiche die kultur- und mentalitätsgeschichtlichen Konsequenzen der Umbrüche in der Frühen Neuzeit dar. Populäre Lebenswelten, Wahrnehmungsmuster und Handlungsweisen der Luzernerinnen und Luzerner in der frühen Neuzeit versucht er in Erfahrung zu bringen und Kultur und Alltag zu erforschen. Diese Ziele verfolgt er, indem er der Mission der ersten Jesuiten, dem Verbot des Priesterkonkubinats und der Untersuchung kirchlicher und populärer Glaubenspraktiken in Stadt und Landschaft Luzern nachgeht. Es ist seine Absicht, «von Einzelfällen ausgehend die kulturelle Logik zu rekonstruieren, die das Handeln der Luzernerinnen und Luzerner der Gegenreformation anleitete und in diesem Handeln zum Ausdruck kam». (14) Der Untersuchungszeitraum 1583–1614 fällt mit der Wirkungszeit des Luzerner Stadtschreibers Renward Cysat zusammen – einer treibenden Kraft gegen-

reformatorischer Erneuerungsbestrebungen – und spiegelt die frühe Phase der katholischen Reform wieder.

Von den beiden Einleitungskapiteln reflektiert das erste Methode und Begrifflichkeiten seiner Fragestellung. Der Autor plädiert mit der neueren Forschung dafür, (Konfessions-)Kultur nicht mehr als Dichotomie von Eliten- und Laienfrömmigkeit, sondern als ineinandergreifendes Wirken von Akteuren mit verschiedenen Handlungsoptionen und Handlungsweisen zu verstehen. Seine Untersuchung ist vom «Marktmodell» des Mediävisten Jan Gerschow angeregt, das vorschlägt, «sich «das breite Spektrum an religiösen Handlungsformen, das den Teilhabern [...] zur Verfügung stand», als Markt religiöser Angebote vorzustellen». (31)

Das zweite Kapitel trägt den Titel «Eine Kriegerstadt frommer Frauen», da Luzern dem Beobachter im 16. Jahrhundert durch die Abwesenheit der in fremden Solddiensten stehenden Männer und die offensichtliche Religiosität der zu Hause verbliebenen Frauen geprägt erschien. Ausserdem erläutert das Kapitel die politischen, wirtschaftlichen und kirchlichen Strukturen Luzerns, die den Hintergrund der Untersuchung bilden. Die besonders starken Interventionsmöglichkeiten der weltlichen Obrigkeit auf dem Feld des religiösen Lebens, durch die Gläubige und Kleriker zu einer Reform ihres bisherigen Lebensstils und ihrer Glaubenspraktiken gezwungen wurden, und die Ausprägungen der kirchlichen Reform – Nuntiatur, Kommissariat, neue Ordensniederlassungen – werden betont.

Die Mission der ersten Jesuiten (Kapitel 3) befasst sich mit der Gründung des Jesuitenkollegiums und korreliert Ansprüche und Ziele der jesuitischen Lehrer mit dem Leistungsauftrag der Luzerner Obrigkeit für das Kollegium und Erwartungshaltungen der Bevölkerung. Neben der Lehrtätigkeit analysiert der Autor den

Missionsauftrag der Jesuiten, das heisst ihre Tätigkeit als Prediger, Beichtväter und Volksmissionare in Stadt und Landschaft, und vergleicht wiederum die «externen Ansprüche an die Arbeit der Jesuiten mit der jesuitischen Innenperspektive». (61) Entgegen der jesuitischen Idealvorstellung einer neutralen Missionierungs- und Seelsorgepraxis, bei der sich der Orden optimal und konfliktfrei an die lokalen Gepflogenheiten anpasste, um so seine Missionsziele zu erreichen, konstatiert Sieber anhand der angeführten Klageschriften gegen die Jesuiten eine keineswegs reibungslose Umsetzung dieser Idealvorstellungen, auch wenn der Grossteil der Bevölkerung im Zeitraum der Untersuchung die Jesuiten akzeptierte.

Unter dem Titel «Asketische Ansprüche und «tütsche Sitten» geht Sieber der Frage nach, wie der Weltklerus auf die Forderungen nach sozialer Abgrenzung und einem moralisch exemplarischen Leben umging, die im Anschluss an das Konzil von Trient von kirchlicher und weltlicher Obrigkeit an ihn herangetragen wurden. Ausser den wichtigsten Instrumenten zur Disziplinierung der Geistlichen, wird sowohl die priesterliche Delinquenz bezüglich Konkubinat und Alkohol als auch die Wahrnehmung dieser Delinquenz durch die Bevölkerung exemplarisch an Einzelfällen aus dem Dekanat Willisau aufgezeigt. Durch die Analyse priesterlicher Klageschriften gegen die neuen Verordnungen gegen das Konkubinat beleuchtet Sieber die Problematik aus der Sicht der betroffenen Priester und übernimmt damit nicht unkritisch das Urteil des Konzils von Trient, das von reformbedürftigen Missständen in Kirchen und Pfarrhäusern ausging und das auch bis heute in einigen historischen Arbeiten nicht hinterfragt wird.

Das fünfte Kapitel behandelt das jesuitische und kapuzinische Heilen im nachtridentinischen Luzern. Anhand der

bisher in mentalitäts- und frömmigkeitsgeschichtlicher Hinsicht für Luzern nicht ausgewerteten *Litterae annuae*, den jährlichen Rechenschaftsberichten der Jesuitenkollegien, zeigt Sieber die Sakramentspraxis der Jesuiten auf, die vor allem die Beichte als wirkungsvolles «Remedium» für physische und psychische Leiden propagierten und mit dem Einsatz von Sakramentalien kombinierten. Für die Einstellung der Jesuiten zu dämonischen Erscheinungen und Teufelsbesessenheit konstatiert Sieber eine auffällige Einstufung dieser Phänomene als Krankheit und Einbildung, die durch die Beichte geheilt werden konnte. Die Heilpraxis der Kapuziner unterscheidet sich gemäss Siebers Untersuchungsergebnissen hingegen insofern, dass sie eine grössere Bandbreite von Sakramentalien verwendeten und ihre Segnungen nicht nur Menschen, sondern auch Tieren zukommen liessen. Im Zusammenhang mit den Sakramentalien thematisiert Sieber das Abgrenzungsproblem zwischen Magie und nachtridentinischer orthodoxer Frömmigkeit; er zweifelt aber berechtigtermassen an, ob diese Grenze für die hilfesusuchende Bevölkerung eine Rolle spielte oder ob sie den Jesuiten und Kapuzinern selbst überhaupt bewusst war. Dieses Urteil bestätigen die Untersuchungsergebnisse zum populären Heilen im sechsten Kapitel. Durch Fälle von Gesundbeten, Versegnen, medizinische Künste und Magie in Bezug auf Liebe oder Besitz, die vor dem Luzerner Rat gerichtlich verhandelt wurden, legt Sieber überzeugend dar, dass sich kirchliche und populäre Angebote von Heilung auf dem religiösen Markt zwar konkurrierten, aber für die hilfesusuchende Bevölkerung kein Unterschied zwischen kirchlich-offiziellen und magisch-abergläubischen Praktiken existierte. Vielmehr wird deutlich, dass diese moderne Unterscheidung von Religion und Magie, Rationalität und Irrationalität erst im Laufe der Zeit durch theologische



Argumente und gerichtliche Entscheidung gezogen wurde. Für das nachtridentinische Luzern hält Sieber deshalb den Begriff des «populären Sakramentalismus» für am besten geeignet. (193)

In seiner Schlussbetrachtung kommt Sieber zum Ergebnis, dass im Sinn eines erweiterten Konfessionalisierungsverständnisses «die Luzerner Gegenreformation keine Geschichte einseitiger Übermächtigung, sondern eine Geschichte der Austauschprozesse» (197) ist. Bei der jesuitischen Missionierung deckten sich die Erwartungen kirchlicher und weltlicher Obrigkeit und die Bedürfnisse der Bevölkerung grösstenteils, während bei der Klerusreform zwischen Obrigkeit, Bevölkerung und betroffenem Klerus unterschiedliche Vorstellungen herrschten, die Obrigkeit aber nicht mit sich verhandeln liess und besonders den Zölibat rigide durchsetzte. Im Blick auf die kirchlichen und populären Heilungspraktiken zeigt die vorliegende Dissertation jedoch auf, dass «in der Vorstellungswelt der Vielen [...] die Grenze zwischen einem erlaubten und einem kriminalisierten Umgang mit heilenden Worten, Gegenständen und Handlungen durchlässig [war]». (195) Das Definitionsmonopol der Kirche und der weltlichen Obrigkeit konnte – im begrenzten Rahmen – unterlaufen werden und die Akteure – in diesem Fall Heilerinnen und Heiler und deren Kundinnen und Kunden – konnten eigene Handlungsspielräume nutzen, was einer vollständigen konfessionellen Uniformierung entgegenstand. Kritisch zu fragen wäre hingegen, wie weit die Untersuchung tatsächlich an die Lebenswelt der Bevölkerung heranreicht. Sieber gelingt es zwar durch die zur Sprache gebrachten Ausdrucksformen der Volkskultur ein differenzierteres und lebensnäheres Bild vom gegenreformatorischen Luzern zu zeichnen als es die Vorstellung von einer «von oben» gesteuerten konfessionellen Erneuerung zu liefern

vermag. Allerdings sind die Quellen für Siebers Untersuchung ausschliesslich obrigkeitlicher Provenienz (Luzerner Rat, Jesuiten und so weiter) und spiegeln somit auch die Sichtweise der Bevölkerung in der Optik der Obrigkeit wider. Methodisch ist zu fragen, ob die Quellenbasis für einzelne Schlussfolgerungen ausreichend ist. Die Existenz von zwei Klageschriften gegen die Jesuiten im Untersuchungszeitraum mag zwar aufzeigen, dass die Missionierung nicht ideal verlief. Für Siebers Rückschlüsse auf entweder «soziale, politische und kulturelle Konflikte» (71) zwischen Jesuiten und Bevölkerung oder aber eine weitgehende Akzeptanz der Jesuiten durch die Bevölkerung (73 f.) scheinen mir zwei Klageschriften indes nicht zu genügen.

Insgesamt zeichnet sich die Untersuchung jedoch durch eine illustrative und facettenreiche Darstellung der Volkskultur im nachtridentinischen Luzern aus, bei der sich zahlreiche neue Perspektiven auch auf bereits bekannte Quellen eröffnen. Inhaltliche Darstellung, Sprachstil und abwechslungsreiche Formulierungen machen das Buch zu einer interessanten und kurzweiligen Lektüre. Ein Anhang mit Auszügen aus bisher unveröffentlichten Quellen, ein ausführliches Namens-, Sach- und Ortsregister und gekonnt ausgewähltes Bildmaterial runden das ansprechende Erscheinungsbild des Buches ab.

Barbara Ulsamer (Luzern)

JOSEPH JUNG
ALFRED ESCHER 1819–1882
DER AUFBRUCH
ZUR MODERNEN SCHWEIZ

ZÜRICH, NEUE ZÜRCHER ZEITUNG, 2006, 5 BÄNDE,
 1115 S., FR. 128.–

Das hier zu würdigende Buch über Alfred Escher ist gleich mehrfach ein Werk der Superlative: Es umfasst fünf Teilbände, zählt mehr als 1000 Seiten und enthält rund 500 Abbildungen. Konsultiert wurden über 20 Archive vom Gemeindearchiv Unterstammheim über das Historische Archiv von Swiss Life bis zum Zentralen staatlichen historischen Archiv Sankt Petersburg in Russland. Anlass dazu bot das 150-Jahr-Jubiläum der vormaligen Schweizerischen Kreditanstalt (SKA), die heute als *Credit Suisse Group (CSG)* firmiert und deren Ressort *Foundations and Corporate History* vom Autor der vorliegenden Studie geleitet wird.

Schön, so die erste spontane Reaktion, dass dem global aktiven Finanzdienstleistungsunternehmen die Geschichte seines Firmengründers einiges an Aufwand wert ist. Selbstverständlich ist das heutzutage nicht. «In» ist die Thematik kaum, Interesse an Alfred Escher zeigte die Forschung der letzten Jahre leider nur sehr wenig, und dasselbe gilt auch für das sogenannte breite Publikum. Allein schon dass man von Alfred Escher spricht, ist deshalb lebhaft zu begrüßen, und Jung versteht es gekonnt, Zugänge zum nicht leicht vermittelbaren Stoff zu erschliessen und zur Lektüre zu animieren. Viel tragen dazu die Bilder bei: Sie ergänzen optimal den Text, sind von exzellenter Qualität und ausgezeichnet kommentiert. Zu schätzen wissen wird man auch die detaillierte Chronologie im Anhang und das gediegene, äusserst lesefreundliche Layout.

Vieles, was die Studie enthält, ist neu, und neu ist auch, dass explizit auf

184 ■ Dinge hingewiesen wird, die den Firmen-

gründer der SKA nicht nur in positivem Licht erscheinen lassen, was in diesem Rahmen vor noch nicht allzu langer Zeit undenkbar gewesen wäre. So erfährt man unter anderem, dass Eschers Familie, die zu den bedeutendsten Geschlechtern des alten Zürich zählte, damals seit zwei Generationen gesellschaftlich gemieden und geächtet wurde. Grossvater Hans-Caspar Escher, der nebst seinen angestammten Produktions- und Handelstätigkeiten zusätzlich Kreditgeschäfte betrieb, hatte sich zu halsbrecherischen Spekulationen verstiegen, die 1788 im grössten Privatkonkurs des alten Zürich endeten und für mehrere angesehene Zürcher schwere finanzielle Verluste zur Folge hatten. Auch sein in der Folge lanciertes Projekt der Ansiedelung von Schweizern in Russland geriet zum Fiasko, so dass ihn der Grosse Rat 1804 des Landes verwies. Grossen geschäftlichen Erfolg hatte hingegen der Vater Alfred Eschers, Heinrich, aufzuweisen, der sich in Paris kaufmännische Erfahrungen zulegte und dann als Partner des Hauses Hottinguer in Nordamerika mit diversen Handelsgeschäften zu einem stattlichen Vermögen gelangte. Dennoch blieb auch er Zeit seines Lebens ein Aussenseiter, von welchem sich die Zürcher Traditionseliten nach seiner Rückkehr aus den USA deutlich distanzierten. Der Hauptgrund dafür war, dass sich der mittlerweile wohlhabende Privatier strikte weigerte, für die Schulden seines Vaters aufzukommen. Ähnlich verhielt sich sein Sohn Alfred, wenn er sich mit der belastenden Vergangenheit seines Vorfahren und anderer, geschäftlich ebenfalls gescheiterter Familienangehöriger konfrontiert sah. Die eiskalte Härte, mit welcher er und sein Vater Forderungen geschädigter Personen gnadenlos abschmetterten, lässt auch den heutigen Betrachter nicht indifferent. Härte war zweifellos eine der wichtigsten Konstanten im Leben dieses Mannes: Härte gegenüber seinen Gegnern, Härte gegenüber



sich selbst und Härte in der Behandlung durch seine Kontrahenten.

Aufschlussreich sind auch die Passagen über die Tätigkeiten des jungen Alfred Escher in der Studentenvereinigung *Zofingia*, der er seit 1837 angehörte und welche ihn drei Jahre später zu ihrem Zentralpräsidenten erkürte. Vieles, was für den späteren Politiker und Unternehmer prägend und charakteristisch war, wird hier ein erstes Mal ansatzweise fassbar: Sein unbändiger Tatendrang und sein herrisches Gehabe, mit dem er sich schon damals nicht nur Freunde schuf, sein Hang, sich mit beispielloser Energie und grosser Akribie um möglichst vieles selbst zu kümmern, seine ausgeprägte Fähigkeit, Netzwerke zu knüpfen und diese als Instrument der Macht und als Mittel zur Beschaffung neuen Wissens einzusetzen, vor allem aber auch seine politische Gedankenwelt: Auch wenn man später Escher gerne als Princeps titulierte, so war und blieb er Zeit seines Lebens der Demokratie und dem Rechtsstaat verpflichtet: «Die unverletzliche, höchste Majestät in der Republik ist das Gesetz», führte der 22-jährige in seiner Eröffnungsrede des Zofingerfestes von 1841 aus, und sie verlange von allen ihren Gliedern ebenfalls die «Selbstverläugnung, sich durch ihren eigenen früher ausgesprochenen Willen allein und auch dann binden zu lassen, wenn diese früher von ihnen gewollte Beschränkung ihres Willens ihrem gegenwärtigen Willen schnurstracks zuwider läuft». (123 f.) Lässt sich das republikanische Credo Alfred Eschers primär mit seinem Aktivismus und dem gespannten Verhältnis seines Vaters zum Establishment der Limmatstadt begründen? (165) Beide Motive spielten sicher mit; hinreichend erklären sie allein jedoch wohl kaum, wie der junge Mann, der im traditionsgeprägten Milieu der altzürcherischen Familien gross geworden war, zu seinen modernen politischen Grundüberzeugungen gelangte.

Alfred Eschers spätere Tätigkeiten sind in ihren grossen Zügen weitgehend bekannt. Unbestritten ist, dass er als eine der treibenden Kräfte zu den *Founding Fathers* der modernen Schweiz zu zählen ist, wie sie mit der Schaffung des Bundesstaates von 1848 ins Leben gerufen wurde. Hier vermittelt Jungs Studie vor allem dann wertvolle Informationen, wenn sie zeigt, wie Auf- und Ausbau des sogenannten *Systems Escher* erfolgten, wie es funktionierte und worauf seine Leistungsfähigkeit beruhte. Sehr schön wird dabei ersichtlich, wie sich Escher als Nichtfachmann in Bank- und Eisenbahnfragen an einen Themenkomplex herantastete, die Meinung von Experten einholte und unter Abwägung verschiedenster Gesichtspunkte schliesslich eigene Positionen bezog. Neu im Vergleich zu früheren Publikationen der heutigen CSG ist ebenfalls, dass sich die Studie gleichsam als Auftakt versteht, der Alfred-Escher-Forschung frische Impulse zu verleihen. Aus Anlass des Firmenjubiläums wurde zu diesem Zweck die Alfred-Escher-Stiftung errichtet, die primär den schriftlichen Nachlass Eschers, aber auch weitere «Quellen und Zeugnisse des Wirtschaftsliberalismus des 19. Jahrhunderts» zentral dokumentieren soll, um deren wissenschaftliche Erforschung zu gewährleisten. (1027 f.) Grund dazu besteht sehr wohl, gerade auch bezüglich des vorliegenden Buchs: Bei all ihren Verdiensten vermag Jungs Escher-Vita nicht in jeder Hinsicht vollumfänglich zu überzeugen. Verwiesen sei dabei auf die folgenden drei Punkte:

Die Unterteilung des Stoffs in einen biografisch und drei thematisch fokussierte Bände hat nicht nur mehrfach Wiederholungen zur Folge. Vor allem zerfallen dadurch die einzelnen Bereiche in separate Blöcke, womit der Blick auf die zahlreich vorhandenen Interaktionen, wie sie zwischen Eschers vielfältigen Tätigkeiten typisch waren, gerne verloren geht. Sein

Wirken wird jedoch oftmals erst gerade durch diese Interdependenzen nachvollziehbar und begreifbar.

Nicht immer optimal geglückt ist die Abstimmung zwischen Text und Zitaten. Viele der Letzteren dienen weniger der Illustration von Sachverhalten oder Befunden: Nicht selten macht sie der Verfasser integral zu festen Bestandteilen seines Texts. Dadurch wird nicht nur der Lesefluss erschwert. Eschers Positionen werden so gleich mehrfach unhinterfragt übernommen oder infolge fehlender Kommentierung in ihrer Tragweite unterschätzt, wenn nicht gar verkannt.

Gewünscht hätte man sich vor allem auch vermehrte kritische Distanz. Was das Buch gleichsam wie ein roter Faden durchzieht, ist die Faszination, die Alfred Escher auf den Autor ausübt. Ein erstes Mal manifestiert sie sich auf den in den fünf Bänden vorzufindenden Buchzeichen, die *verso* Eschers Konterfei und *recto* ein Foto des Verfassers zeigen. In dieselbe Richtung weist auch die Formulierung, dass Escher «nach Leistung und Wirkung längst Aufnahme ins helvetische Pantheon hätte finden müssen». (134) Nimmt man derlei vielleicht noch schulterzuckend oder leicht schmunzelnd zur Kenntnis, so gerät die Lektüre zum Ärgernis, wenn als entscheidender Grund für das Aufrücken Zürichs zum wirtschaftlichen Zentrum der Schweiz Alfred Eschers «wirtschaftspolitische Führungspersönlichkeit» genannt wird, (142) dessen Initiative die Limmatstadt auch ihre Position als «erster Finanzplatz der Schweiz» zu verdanken habe, (214) oder wenn bei der Krise der Nordostbahn von 1877 apologetisch festgehalten wird, Escher habe «das Pionierunternehmen nicht mit der auf einzelne Ereignisse fokussierenden Sichtweise eines Buchhalters, sondern als Visionär mit langfristigem Planungshorizont» geleitet. (545) «Escherisiert» wird auch der

Bahnen: Setzten mit dem Erlass des Rechnungslegungsgesetzes von 1883 erneut die Diskussionen um eine Überführung der Eisenbahnen in den Besitz des Bundes ein, so sei dies «nicht zufällig» zur Zeit um den Tod Alfred Eschers erfolgt, (408) und die Volksabstimmung über den Rückkauf der wichtigsten privaten Bahngesellschaften durch die Eidgenossenschaft 15 Jahre später wird im Vorwort des CSG-Präsidenten als «Entscheidung des Souveräns» interpretiert, hinter der «mitunter neidvolle Kräfte» wirkten, «welche die Spur von Eschers liberalem Schaffen verwischen wollten». (7)

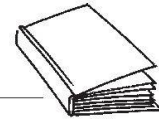
Einfach hat es Alfred Escher niemandem gemacht: auch den Historikern nicht. Ihn nicht nur als grossen Mann zu sehen, sondern primär als bedeutenden Akteur seiner Zeit, und dabei zu zeigen, was er erreichte und was nicht, wie er vorging und aus welchen Gründen er schliesslich an seine Grenzen stiess, ist kein leichtes Unterfangen. Was es dazu braucht, ist wohl weniger ein *opus magnum*: Zielführender dürfte der *approach* sein, die zahlreichen noch ungenutzten Quellen sukzessive zu erschliessen, sie multiperspektivisch auszuwerten und die dabei gewonnenen Erkenntnisse mit der internationalen Forschung zu vernetzen.

Benedikt Hauser (Uitikon Waldegg)

**PETER MOSER,
MARTHE GOSTELI (DIR.)
UNE PAYSANNE ENTRE FERME,
MARCHE ET ASSOCIATIONS
TEXTES D'AUGUSTA GILLABERT-
RANDIN 1918–1940 (STUDIEN UND
QUELLEN ZUR AGRARGESCHICHTE 1)**

BADEN, HIER+JETZT, 2005, 336 S., FR. 48.–

Es hat einen gewissen Signalwert, wenn das Archiv zur Agrargeschichte (AfA) als ersten Band der neuen Reihe eine



Sammlung von Quellen der Initiatorin der schweizerischen Bäuerinnenorganisationen herausgibt, da landwirtschaftlich tätige Frauen auch heute noch in der Agrarpolitik kaum Beachtung erhalten und selbst in der Frauen- und Geschlechtergeschichte oft nur am Rande erscheinen. Am Rande der ersten schweizerischen Historikerinnentagung von 1983 bin ich vor mehr als zwei Jahrzehnten auf Augusta Gillibert-Randin gestossen. Seitdem habe ich ihre Tätigkeit verschiedentlich positiv gewürdigt. Monique Pavillon und Hans Ulrich Jost dagegen haben deren Rolle auf dem Hintergrund ihrer Kooperation mit dem Bauernverband unter der Leitung von dessen langjährigem Sekretär Ernst Laur äusserst kritisch hinterfragt. Für Peter Moser als Agrarhistoriker dagegen ist die Kategorie des «Arbeitspaars», die vielfache Verzahnung von Männer- und Frauen-domänen sowie von Haus- und Betriebsarbeit für die Analyse landwirtschaftlicher Produktionsstrukturen zentral, ein Thema, das Gillibert-Randin in ihren verschiedenen Beiträgen immer wieder aufgreift. Die von Moser getroffene Auswahl ermöglicht nun erstmals eine etwas breiter abgestützte und differenziertere Bewertung von Gillibert-Randin als historischer Akteurin der Zwischenkriegszeit.

Die Veröffentlichung ist das Resultat der engen Zusammenarbeit von Peter Moser als Leiter des AfA in Zollikofen und der Gründerin des nach ihr benannten Archivs für die Geschichte der Frauenbewegung in Worblaufen, Marthe Gosteli. Parallel zum Band veröffentlicht die *Cinémathèque suisse* als DVD den Film *La paysanne au travail*, dessen Produktion Gillibert-Randin im Rahmen der Schweizerischen Ausstellung für Frauenarbeit (Saffa) von 1928 initiierte. Die Geschichte dieses Films steht für Gillibert-Randins Schaffen. Sie verstand ihre Arbeit nicht nur als landwirtschaftliche Verbandstätigkeit, sondern immer auch als Teil der Frauenbewe-

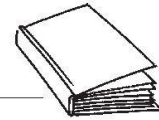
gung und als Mittel der Kooperation mit anderen Frauenorganisationen auf lokaler, schweizerischer und selbst internationaler Ebene. Vor allem ging es ihr darum, den Bäuerinnen zu zeigen, welchen Beitrag sie in der Bereitstellung von Nahrungsmitteln leisten. Sie wollte sie animieren, mit Selbstbewusstsein als Akteurinnen ebenso gegenüber den Bauern und deren Verbandsvertretung als auch gegenüber den Konsumentinnen aufzutreten. Auf diese Zusammenhänge verweist Beatrix Mesmer in ihrem Vorwort, während Peter Moser in seiner ausführlichen Einleitung zur Quellensammlung die verschiedenen Aspekte von Gillibert-Randins Tätigkeit hervorhebt: als Verfasserin von mehr als 300 Artikeln in landwirtschaftlichen Zeitschriften der Westschweiz, in Broschüren und Periodika der Abstinenz- und der Frauenbewegung, als Bewirtschafterin eines Betriebs und als Vereinsaktivistin. Diese breite und sehr sorgfältige Einbettung in den wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Kontext ist für deutschsprachige Leserinnen und Leser von besonderem Wert, da Vorwort und Einleitung zweisprachig, die Quellen dagegen nicht vom Französischen ins Deutsche übersetzt sind.

Hervorstechendes Merkmal der Artikel ist deren Themenvielfalt. Als 1869 geborene Tochter von Eltern, die in der Waadtländer Kleinstadt Orbe eine Kolonialwarenhandlung führten, wechselte Auguste Gillibert-Randin erst 1893 mit der Heirat ins landwirtschaftliche Milieu. Nach dem unerwarteten Tod ihres Mannes bewirtschaftete sie als Witwe mit fünf Kindern den zwischen Moudon und Lucens gelegenen Hof von 1914 bis 1921 selbständig. Dann wurde er von einem ihrer Söhne übernommen, was ihr die Intensivierung der öffentlichen Tätigkeit ermöglichte. 1929 übersiedelte sie zu ihrer Tochter nach Lausanne, wo sie 1940 starb.

Die Quellen sind nach 5 Schwerpunkten geordnet: 1. gewerkschaftliche Organisation, 2. berufliche Ausbildung, 3. ländliches Leben und Arbeit der Bäuerin, 4. die Landwirtschaft und die Stellung der Bäuerin in der Gesellschaft, 5. nationale und internationale Kongresse. Ergänzt wird diese Sammlung durch Auszüge aus dem Protokollheft der Association des Productrices de Moudon (APM), die Entstehungsgeschichte des erwähnten Films und eine Kurzbiografie von Gillabert-Randin. Diese war Mitinitiantin und Präsidentin der APM, dem ersten organisatorischen Zusammenschluss landwirtschaftlicher Produzentinnen in der Schweiz. Die APM war im Sommer 1918 gegründet worden, um den Markprotesten der Arbeiterinnenbewegung und den Klagen städtischer Konsumentinnen gegen die hohen Preise entgegenzuwirken. Der Begriff *productrices* im Namen war Programm. Der Verein bäuerlicher Produzentinnen wollte die Preistreibenden Zwischenhändler ausschalten und neue Absatzmöglichkeiten für die spezifischen Produkte der Bäuerinnen erschliessen, für Gemüse, Früchte, Schweine, Geflügel und Eier. Neben der Direktbelieferung von Höhenkliniken, Spitälern, Internatsschulen und Pensionen wurde der genossenschaftliche Vertrieb von Eiern zur eigentlichen Erfolgsgeschichte des Vereins. Vor Kriegsende noch als «Soviet des productrices» verschrien, genoss die APM später breite Akzeptanz, nicht zuletzt wegen der Zusammenarbeit mit den kantonalen Behörden.

Seit der Gründung der APM veröffentlichte Auguste Gillabert-Randin Artikel in der landwirtschaftlichen Verbandspresse. Wenige Monate nach dem Ende des Generalstreiks definierte sie die Ziele des neuen Vereins: «Son idéal ne tend à rien moins qu'à atténuer la tension entre producteurs et consommateurs et à réaliser par son activité très spéciale, quoique restreinte, le devoir solidariste imposé par les temps

nouveaux.» Die genossenschaftliche Organisation des Absatzes und die gezielte Förderung der Eierproduktion nahmen in den Beiträgen lange einen grossen Platz ein, wurden dann aber in den 1930er-Jahren von Berichten über kantonale, nationale und auch internationale Verbände abgelöst. Trotz der hauswirtschaftlichen Ausrichtung der von Gillabert-Randin propagierten Ausbildung überlagern sich in den diesbezüglichen Artikeln Haushalts- und Erwerbsbereiche. Die Verknüpfung dieses Nebeneinanders, das bis heute den Alltag der Bäuerinnen prägt, ist das eigentliche Merkmal der Autorin, schrieb sie doch wiederholt gleichzeitig von Wäsche, Gartengemüse, Kochen, Butterproduktion, Kinderbetreuung, Baumzucht, Buchhaltung und Schweinehaltung, aber auch von der Notwendigkeit zusätzlichen Erwerbseinkommens durch Heimarbeit. Ihre Ausbildungsanstrengungen zielten immer auf Erleichterung des Lebens der Bäuerinnen. Diese Belastungen wurden nach Gillabert-Randin von den Ehemännern meistens ebenso wenig zur Kenntnis genommen wie deren ökonomischer Wert. Die verbesserte Ausbildung der Bäuerin verband sie mit der Diversifizierung weiblicher Produktionsbereiche als Mittel der Steigerung des betrieblichen Ertrags, beispielsweise durch Bienenzucht oder Verarbeitung von Obst zu alkoholfreiem Most. Die propagierte Obstverwertung war zugleich auch Ausdruck ihres Engagements in der Abstinenzbewegung, das ihr im Weinkanton Waadt im Allgemeinen und in ihrem eigenen landwirtschaftlichen Umfeld im Besonderen öffentliche Ablehnung einbrachte. Ebenso eckte sie mit ihrem klaren Eintreten für das Frauenstimmrecht an. Die Redaktion von *L'Industrie Laitière Suisse* distanzierte sich in einem Nachwort von einem ihrer Artikel, in dem sie klar und deutlich für die Bejahung des Frauenstimmrechts eintrat, über das damals auf kantonaler Ebene abgestimmt wurde. Ein



anderes Mal äusserte die Redaktion ihre Reserven zu einem hauswirtschaftlichen Beitrag und den darin zum Ausdruck kommenden Theorien «du clan féministe». Im Gegensatz zu landwirtschaftlichen Verbänden, vielen Bäuerinnen und Landfrauenvereinen plädierte Gillabert-Randin für eine starke Einbindung in die Frauenbewegung, da sie die Zusammenarbeit mit Konsumentinnenorganisationen für ein zentrales Anliegen hielt und nach ihrer Ansicht nur die gegenseitige Anerkennung verschiedener Gruppen von Frauen der Landflucht entgegenwirken konnte.

So zeigen die in diesem Band versammelten Artikel die verschiedenen Facetten gesellschaftspolitischer Aktivitäten von Auguste Gillabert-Randin, die zwar den Zeitgeist spiegeln, sich jedoch nicht einfach in ein politisches Schema entlang den Leitlinien links/rechts, bürgerlich/proletarisch einreihen lassen und sich auch nicht widerspruchlos in die Geschichte der landwirtschaftlichen Verbandspolitik einfügen. Es ist zu hoffen, dass diese Quellensammlung den Weg ebnet für eine intensivere geschlechterspezifische Auseinandersetzung mit der Agrargeschichte des 20. Jahrhunderts. In diesem Sinn ist es dem AfA hoch anzurechnen, im ersten Band seiner Reihe Auguste Gillabert-Randin ausgiebig zu Wort kommen zu lassen, auch wenn die Beiträge inhaltlich nicht frei sind von Redundanz, da die initiative Bäuerin und Aktivistin gleiche oder ähnliche Inhalte unter verschiedener Perspektive immer wieder aufgegriffen und variiert hat.

Elisabeth Joris (Zürich)

GABY SUTTER
BERUFSTÄTIGE MÜTTER
SUBTILER WANDEL
DER GESCHLECHTERORDNUNG
IN DER SCHWEIZ (1945–1970)

ZÜRICH, CHRONOS, 2005, 480 S., FR. 58.–

Die Autorin untersucht in ihrer Dissertation die Etablierung der geschlechterspezifischen Arbeitsteilung, konkret des Ernährer-Hausfrauen-Modells, in der Schweizer Arbeitswelt der Nachkriegszeit von 1945–1970.

In einem ersten Teil geht die Autorin den Diskursen nach, welche das Ernährer-Hausfrauen-Modell auf dem Arbeitsmarkt implementierten. Konkret wurde die Stellung der Frauen auf dem Arbeitsmarkt in zwei parlamentarischen Debatten verhandelt: es ging um das Eidgenössische Arbeitsgesetz von 1964 und um die Ratifizierung des internationalen Übereinkommens «Gleicher Lohn für gleiche Arbeit» 1953 und 1960/61. Leitend bei den parlamentarischen Auseinandersetzungen waren Diskurse über das spezifische «weibliche Arbeitsvermögen». Die Arbeitswissenschaftler jener Zeit postulierten – in Übereinstimmung mit wissenschaftlichen Forschungsergebnissen seit dem 19. Jahrhundert – eine grundsätzliche physische und psychische Differenz zwischen den Geschlechtern als biologische Konstante. «Die Frau» galt als Sonderkategorie auf dem Arbeitsmarkt. Interessanterweise definierten die Parlamentarier im Arbeitsgesetz von 1964 den Frauenschutz als eigentlichen «Hausfrauenschutz», da alle Frauen als potenzielle Hausfrauen und Mütter galten. In den Verhandlungen um die Lohngleichheit hingegen definierten sie Frauen als ledige Arbeitskräfte ohne familiäre Verpflichtungen, die somit keinen Anspruch hatten auf Gleichbehandlung mit ihren männlichen Kollegen. Beide Diskurse und die von ihnen geprägten Gesetzgebungen zementierten die Praktiken der

geschlechtsspezifische Arbeitsteilung in der Schweiz.

Ein spezifischer Diskurs der Nachkriegszeit war die wissenschaftliche Beschäftigung mit der Beziehung Mutter-Kind und deren Implementierung in den Arbeitsmarkt. Zunehmend galt die ausschliessliche Beschäftigung der Mutter mit ihrem Kind als Pflicht, welche die Mutter zum Wohl ihrer Kinder leisten musste. Erwerbstätige Mütter galten nun als Rabenmütter, die ihre «Schlüsselkinder» der Verwahrlosung aussetzten. Interessanterweise blieb die Erwerbstätigkeit von Müttern, deren Mann zu wenig verdiente, und diejenige unverheirateter Mütter von der Kritik verschont. Der moralische Druck lastete lediglich auf jenen Müttern, denen unterstellt wurde, sie würden nur arbeiten um der langweiligen Hausarbeit zu entfliehen oder um sich Luxusanschaffungen zu leisten. Die diesbezügliche *unité de doctrine* in der Rekrutenbefragung von 1963 ist eindrücklich. Auch die Sozialdemokraten, vereint mit der SGG, postulierten im Wesentlichen Lohnerhöhungen für die Männer, um Mütterarbeit und die damit einhergehenden Belastungen zu reduzieren. Die Autorin stellt den Diskurs um die Gefahren der Mütterarbeit in einen internationalen Kontext, wobei nicht darauf eingegangen wird, ob sich «Mütterarbeit» in einem Land mit sehr viel alleinstehenden, verwitweten Müttern wie Deutschland nicht anders darstellte als in der Schweiz.

Der zweite, sehr anregende Teil befasst sich mit den Studien über erwerbstätige Mütter, die in allen Industrienationen in den 1950er- und 60er-Jahren in reicher Fülle publiziert wurden. Sie analysiert den Standpunkt der InterviewerInnen (SozialwissenschaftlerInnen und Diplomandinnen der Schulen für Soziale Arbeit), die Haltung der befragten Mütter und teilweise auch Väter, wie auch ihre eigene Position als Historikerin und erwerbstätige Mutter,

190 ■ wobei sie das methodisch notgedrungen

Unvollständige und Provisorische ihrer Interpretation betont. Einleuchtend wird dargestellt, wie sich die negativen Diskurse zum Thema «Mütterarbeit» im Fragenkatalog der InterviewerInnen niederschlugen, und wie diese dann in der Interpretation der Ergebnisse, sozusagen in der Konfrontation mit den Alltagserfahrungen der Befragten, zu differenzieren begannen. Bei den Antworten der befragten Mütter untersucht die Autorin den Einfluss des allgemeinen Diskurses und der eigenen Erfahrung auf die alltägliche Praxis und die Einstellungen. Die Resultate sind hoch interessant, kann die Autorin doch zeigen, dass die erwerbstätigen Mütter genau wussten, was die InterviewerInnen von ihnen erwarteten, nämlich dass sie die mütterliche Erwerbstätigkeit grundsätzlich als schädlich für die Familie interpretierten – was sie dann auch taten. Doch sahen die meisten ihre eigene Erwerbsarbeit als vorübergehend an, als notwendige Mithilfe zur Hebung des Lebensstandards der Familie und zum sozialen Aufstieg der Kinder. Entgegen den gängigen Klischees ging es nicht um Luxusanschaffungen wie Autos oder um Ferien, sondern um Haushaltgegenstände wie Kühlschränke, Nähmaschinen oder ein schönes Sofa. Mit dieser Selbstwahrnehmung als vorübergehend erwerbstätige Familienfrauen konnten erwerbstätige Mütter Familienorientierung und Berufsorientierung, auch die Freude am Beruf, am Geldverdienen verbinden. Ein spezielles Kapitel untersucht die Machtverhältnisse zwischen den Ehepartnern. Viele der befragten Ehemänner blieben ambivalent: Im Normenkanon des Ernährer-Hausfrauenmodells sahen sie ihre Rolle als Oberhaupt der Familie und ihren Anspruch auf familiäre Häuslichkeit bedroht, andererseits war für die meisten finanzielle Unabhängigkeit und sozialer Aufstieg der Familie zentral. So teilten sie sich relativ häufig Hausarbeiten und Kinderbetreuung mit ihren Frauen. Unter-



stützt wurden relativ egalitäre Eheformen durch die traditionelle Zuständigkeit der Frauen für das gesamte Familienbudget in Arbeiterfamilien – eine Tradition, die den Normen des Alleinernährer-Hausfrauen-Modells diametral gegenüberstand.

Der statistische Teil weist nach, dass die ausgewiesene zunehmende Erwerbsbeteiligung der Frauen nach 1950 keinen Anstieg, sondern lediglich eine Umschichtung der Frauenerwerbstätigkeit anzeigt. Die Arbeit in Familienbetrieben der Landwirtschaft und des Gewerbes, die nicht erfasst wurde, nahm ab und diejenige in Industrie und Dienstleistung nahm zu und wurde somit statistisch sichtbar.

Ein kurzer Überblick über die Modernisierung des Ernährer-Hausfrauen-Modells beschäftigt sich mit der Propagierung des Drei-Phasen-Modells sowie der Teilzeitarbeit und deren Implementierung in den Arbeitsmarkt. Die neuen Arbeitsformen, vor allem die Teilzeitarbeit, galten besonders für Frauen in guten Berufen und Anstellungen als attraktiv. In diesem

Kontext wurden auch die Freude am Beruf und die «Lust am Zuverdienen» zunehmend gesellschaftlich akzeptiert – um den Preis, dass die Vorstellung vom schlechter bezahlten und prestigelosen «weiblichen Arbeitsvermögen» weiter zementiert wurde. Die Entwicklung einer Kritik am Ernährer-Hausfrauen-Modell war in der Schweiz, wie die Autorin mehrmals betont, ein Prozess «auf Samtpfoten».

Die Autorin legt eine wichtige, fakten-gesättigte Studie vor. Die Themen der politischen Durchsetzung des Ernährer-Hausfrauen-Modells und die statistische Entwicklung sind routiniert und kompetent dargestellt. Für mich liegt das Innovative und auch Faszinierende der Studie in der Interpretation der Mütterbefragungen. Offensichtlich hat die Autorin in methodischer Hinsicht von ihren Forschungen in Berkeley stark profitiert. Diese erfreuliche Tatsache spornt hoffentlich zu weiteren vernetzten Forschungen an.

Heidi Witzig (Uster)